

Adhoc du cep

N° 12 | 2024

21 juin 2024

Élections législatives : une France « orbanisée » ou « vénézuélisée » au cœur de l'Europe

Un nouveau danger pour l'euro et le projet européen

Victor Warhem



La France est confrontée à un choix cornélien les 30 juin et 7 juillet prochains. À ce stade, les sondages n'indiquent pas que le camp de la majorité présidentielle est en mesure de l'emporter. Au contraire, le RN et son allié, le LR d'Éric Ciotti, sont les mieux placés pour obtenir la majorité relative, voire absolue. Derrière eux, le Nouveau Front Populaire (NFP) – alliance de gauche, voire d'extrême gauche – est également bien positionné et pourrait créer la surprise. Dans ce contexte, il convient déjà d'imaginer l'impact des politiques potentiellement mises en place par ces deux gouvernements, l'un d'extrême droite, l'autre de gauche voire d'extrême gauche.

S'agissant du NFP, son programme économique est extrêmement dépensier (5 à 10% de PIB de dépenses publiques annuelles supplémentaires), faisant potentiellement entrer la France dans une nouvelle catégorie inédite pour les pays développés : celle des économies développées à lourde tendance socialiste, voire communiste, dans la mesure où ces dépenses seront essentiellement financées par des hausses d'impôts. Le reste le sera avec une nouvelle explosion des déficits au moment où la France se fait rattraper pour déficit excessif par Bruxelles. Au total, cela devrait faire exploser les taux d'intérêt sur la dette française et obligerait la BCE à intervenir. À long terme, avec la dépréciation probable de l'euro face au dollar, les pays dont la santé des finances publiques est bonne, et dont le modèle de croissance est tourné vers l'export, pourrait décider de sortir de la monnaie commune. L'apparition d'un Venezuela dépensier au cœur de l'Europe pourrait donc faire implorer l'Union économique et monétaire, et conduire la France sur la voie de la dominance budgétaire et de l'inflation.

S'agissant du RN, son programme est moins dépensier (jusqu'à 3% du PIB de dépenses publiques annuelles supplémentaires) mais, une fois installé au pouvoir, ses politiques économiques pourraient entrer en confrontation frontale avec ce que propose Bruxelles, en termes de politiques industrielles, budgétaires et autres. Par ailleurs, alors que le NFP plaide pour plus de ressources propres européennes, le RN souhaite réduire son implication financière et stratégique en Europe. Il pourrait enfin, à mesure que le temps passe, délaisser ses mensonges électoraux et revenir à ses fondamentaux : la sortie de l'euro, voire de l'Union européenne - son programme de 2017. Ceci serait cohérent avec sa vision nationaliste et son positionnement historiquement pro-russe voire pro-chinois – Comme Orban. Cela acterait la fin du projet européen tel que nous le connaissons, et ferait entrer l'Europe dans une période d'instabilité, et potentiellement de déchirement.

Sommaire

1	Une dissolution aux conséquences potentiellement dévastatrices	3
2	Le programme économique du Nouveau Front Populaire : un Vénézuéla au cœur de l'Europe qui pourrait provoquer la disparition de l'euro.....	3
2.1	Une politique économique intérieure entraînant chômage de masse et dépression économique à moyen et long terme	3
2.2	Une politique économique affectant potentiellement le consentement à la monnaie unique.....	5
3	Le Programme économique du Rassemblement National : un risque de divergence stratégique conduisant à la sortie de l'euro voire au Frexit	5
3.1	Une politique économique moins dépensière mais malgré tout inadaptée	5
3.2	Des divergences stratégiques entre un gouvernement RN et Bruxelles conduisant potentiellement à la sortie de l'euro voire de l'Union européenne	6
4	Conclusion : en cas de sortie de l'euro voire de Frexit, la fin du projet européen tel que nous le connaissons	7

1 Une dissolution aux conséquences potentiellement dévastatrices

La France est confrontée à un choix cornélien les 30 juin et 7 juillet prochains, avec des élections législatives historiques faisant suite à une dissolution de l'Assemblée Nationale annoncée par le Président Macron le soir de sa déconvenue électorale aux élections européennes¹. À ce stade, les sondages n'indiquent pas que le camp de la majorité présidentielle est en mesure de l'emporter. Au contraire, le premier parti qui semble aujourd'hui en mesure de disposer d'une majorité absolue le 7 juin prochain est le Rassemblement National², allié au Président des Républicains, Éric Ciotti, et ses 62 candidats³. Le Nouveau Front Populaire – réunissant avant tout le parti d'extrême gauche la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon, le Parti Socialiste d'Olivier Faure, les Écologistes de Marie Tondelier, et les Communistes de Fabien Roussel⁴ - semble également bien positionné pour remporter beaucoup de sièges, voire de l'emporter. Un sursaut de mobilisation massive de l'électorat macroniste pour faire remonter la liste de la majorité est également possible, quoi que peu probable à ce stade. Au final, beaucoup d'inconnus demeurent pour déterminer l'issue du scrutin, et le taux de participation, évalué aujourd'hui à seulement 62-63%⁵, sera déterminant pour influencer le résultat au premier et deuxième tours dans les 577 circonscriptions électorales françaises.

Compte tenu de cette situation, il est indispensable de commencer à imaginer l'impact économique des programmes qui pourraient être mis en œuvre par la coalition du Nouveau Front Populaire à l'Assemblée (Section 2), ainsi que par le Rassemblement National (Section 3) avant de conclure (Section 4). Si toutes les mesures des programmes – notamment les sources de recettes publiques supplémentaires – ne sont pas connues et ne permettent donc pas d'effectuer un bouclage macroéconomique, il est d'ores et déjà possible d'imaginer l'impact de ces derniers sur l'économie française et européenne une fois mis en œuvre.

2 Le programme économique du Nouveau Front Populaire : un Vénézuéla au cœur de l'Europe qui pourrait provoquer la disparition de l'euro

2.1 Une politique économique intérieure entraînant chômage de masse et dépression économique à moyen et long terme

Le programme du NFP⁶ unis contient tout une série de mesures très dépensière. Les plus emblématiques et coûteuses sont la hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires (20 Md €), la retraite à 60 ans avec 40 annuités (53 Md €), augmentation des minima sociaux (24 Md €), la hausse du budget de la culture (23 Md €), les minima sociaux pour les jeunes (14,8 Md €), la création d'une CSG progressive (39 Md €). Au total, le parti présidentiel Renaissance chiffre le programme à 287 Md €⁷.

¹ Élysée, [Adresse aux Français](#), 09.06.2024.

² Le RN atteint 33% des intentions de vote au premier tour et pourrait obtenir plus de 230 députés. IFOP LCI, [Le climat législatif à deux semaines du premier tour](#), 17.09.2024, p. 10.

³ Le Monde, [Législatives 2024 : « Les amis d'Eric Ciotti » alliés avec le RN, un ensemble hétéroclite où les LR sont minoritaires](#), 17.06.2024.

⁴ Le [NFP](#) comptabilise 28% des intentions de vote au premier tour et pourrait obtenir plus de 200 députés. IFOP LCI, [Le climat législatif à deux semaines du premier tour](#), 17.09.2024, p. 10.

⁵ IFOP LCI, [Le climat législatif à deux semaines du premier tour](#), 17.09.2024, p. 7.

⁶ NFP, [programme](#).

⁷ Le Monde, [RN, NFP, LR, Renaissance : les partis politiques face au mur de la dette](#), 19.06.2024.

Le chiffre par le Nouveau Front Populaire fait actuellement l'objet de discussions⁸. Au-delà de ce programme, le Nouveau Front Populaire souhaite également instaurer un blocage des prix sur les biens de première nécessité (alimentation, énergie, carburants, frais bancaires)⁹. Cette politique économique aura pour effet :

- (1) De faire exploser la dépense publique à plus de 65 % du PIB annuellement, faisant rentrer la France dans une nouvelle catégorie fiscale – celle des économies développées à lourde tendance socialiste voire communiste.
- (2) De réduire les incitations au travail avec une charge de l'impôt sur le travail et le capital largement accrue sur ceux qui en paient, c'est-à-dire les classes moyennes et aisées. Le travail en France sera plus mal payé qu'il ne l'est déjà et de mauvaises incitations naitront de ce nouveau matraquage fiscal : les salariés les plus aisés chercheront plus que jamais à fuir – alors qu'ils occupent en général des postes à haute valeur ajoutée indispensable à la croissance économique (développeurs, financiers, etc.). Dans le cadre du blocage des prix, des pénuries de production pourraient par ailleurs survenir comme c'est souvent le cas dans ces circonstances, et ceux alors que les blocages concernent des biens de première nécessité.
- (3) De réduire les incitations à l'investissement en raison une nouvelle fois de la hausse des charges pesant sur les entreprises mais aussi de la réintroduction d'un impôt sur la fortune et d'une progressivité accrue de la taxation des revenus du capital. Les entrepreneurs et les investisseurs devraient ainsi largement se détourner du marché français devenu soudainement moins intéressant en termes de rendement.
- (4) Au total, au-delà des mesures de dépenses publiques qui devraient – au moins à court terme – stimuler la consommation des plus pauvres (et donc surtout les importations de biens manufacturés), le cercle vicieux instauré par la forte socialisation/quasi-communisation de l'économie devrait réintroduire un concept que la France n'a que brièvement oublié : le chômage de masse, couplé à une forte dépression économique.

Par ailleurs, s'agissant de son programme européen, il est question de mettre « fin aux traités de libre échange », de réformer une nouvelle fois la PAC, de taxer les plus riches au niveau européen pour augmenter les ressources propres européennes, et de généraliser la taxation des superprofits. Un programme démagogique découlant de l'actualité européenne des derniers mois qu'il convient de relativiser. Ainsi, même si le NFP s'affiche pro-européen, il reste dans les faits très peu compatibles avec le projet européen actuel.

Il va sans dire que le programme du Nouveau Front Populaire est celui qui fait le plus peur, et de loin, au milieu des affaires français¹⁰.

⁸ Le chiffrage de Renaissance a été remis en cause par Valérie Rabault, du NFP, qui table sur 106 Md €. Néanmoins la France Insoumise de Jean Luc Mélenchon n'est pas de cet avis, et table plutôt pour une estimation proche de celle de Renaissance. Pour l'heure, personne n'est d'accord sur le chiffrage de ce programme, sans qu'aucune analyse très poussée ne puisse être conduite par des instituts indépendants d'ici le premier tour des élections. Les Echos, [Législatives 2024 : le Front Populaire se divise sur le coût de son programme](#), 19.06.2024.

⁹ NFP, [programme](#), p. 4.

¹⁰ Financial Times, [French businesses court Marine Le Pen after taking fright at left's policies](#), 18.06.2024.

2.2 Une politique économique affectant potentiellement le consentement à la monnaie unique

Si jamais il venait à être appliqué, quelle en serait la conséquence en Europe ? Il y a fort à parier qu'avec un tel programme, qui ferait sans aucun doute exploser le déficit public – en raison des dépenses supplémentaires non financées mais également en raison très probablement d'une baisse contre-intuitive des recettes liées à une subite dépression économique –, le nouveau gouvernement français ne ferait que drastiquement renforcer la situation déjà largement défavorable des finances publiques françaises. Le spread¹¹ entre le taux sur la dette souveraine française et le taux allemand exploserait, contraignant la Banque Centrale Européenne à intervenir avec le « Transmission Protection Instrument »¹² pour le ramener dans un corridor jugé viable, grâce à un achat massif de dette française – comme elle le faisait il y a encore quelque temps pour l'Italie. Ceci pourrait lourdement peser sur la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar. Néanmoins, à court et moyen terme, cela ne devrait pas mettre en danger la zone euro, comme cela avait pu être le cas lors de la crise des dettes souveraines entre 2010 et 2012.

Pour autant, à plus long terme, certains pays dont les finances publiques sont saines et dont le modèle de croissance est tourné vers l'export pourraient finalement décider que la nouvelle situation budgétaire dégradée de la France est intolérable, avec à la clé un effondrement politique plus qu'économique de la monnaie européenne. Ce risque est réel. La Belgique, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, dont les ratios de dette-sur-PIB sont tous supérieurs à 100 %, pourraient ainsi pâtir largement d'un effondrement de la zone euro, avec un retour à leur monnaie nationale, facteur d'instabilité macroéconomique et de surcôt pour les finances publiques.

Le programme de remise en cause des fondamentaux économiques européens (fin des traités de libre-échange, etc.) est en revanche peu crédible et ne menace pas véritablement les politiques européennes mises en œuvre. De ce point de vue-là, si le NFP ne décide pas de quitter l'Europe – ce qu'il ne devrait pas faire puisqu'il n'y aura pas de majorité au gouvernement pour ne serait-ce que pour lancer un référendum sur la question -, les politiques économiques communautaires ne seront pas menacées.

3 Le Programme économique du Rassemblement National : un risque de divergence stratégique conduisant à la sortie de l'euro voire au Frexit

3.1 Une politique économique moins dépensière mais malgré tout inadaptée

Le programme économique¹³ du Rassemblement National se concentre sur des mesures de dépenses qui vise leur électorat principal : les ruraux et les modestes, avec des baisses populaires de TVA sur des produits de « première nécessité » comme l'essence (10 Md €), l'électricité (4,5 Md €), le gaz (2,3 Md €) ou l'alimentation (7 Md €). Par ailleurs, le Rassemblement National souhaite aussi abroger la réforme des retraites à 64 ans votée par la majorité présidentielle l'an dernier (43 Md €), et nationaliser les autoroutes (50 Md €), deux mesures qui pourraient valoir très cher. Au total, les premières

¹¹ Le spread désigne ici l'écart entre les taux des dettes souveraines française et allemande.

¹² BCE, [The Transmission Protection Instrument](#), 21.07.2022.

¹³ Le programme économique du RN pour ces législatives reste très flou. Il a fait l'objet d'un entretien entre Jordan Bardella et le Parisien, mais guère davantage. Le Parisien, [Jordan Bardella : « Pour gouverner, j'ai besoin d'une majorité absolue »](#), 17.06.2024.

estimations affichent un niveau de dépense plus de deux fois inférieur à celui du Nouveau Front Populaire (136 Md € vs. 287 Md € selon le parti Renaissance¹⁴), avec, malgré tout, un cercle vicieux similaire en termes de qualité et de quantité d'emploi d'un côté, d'investissements privés et de croissance de l'autre. Néanmoins, Jordan Bardella a annoncé vouloir d'abord auditer les comptes publics pour réévaluer la faisabilité de ce programme, laissant poindre un abandon pur et simple de certaines mesures dans un premier temps, même si la réforme des retraites devrait bien être abrogée à l'automne prochain en cas de victoire¹⁵.

3.2 Des divergences stratégiques entre un gouvernement RN et Bruxelles conduisant potentiellement à la sortie de l'euro voire de l'Union européenne

Si le risque d'effondrement de la zone euro semble quelque peu réduit lorsqu'on considère le programme économique du parti d'extrême droite, il reste particulièrement risqué ne serait-ce que s'agissant de la perte de confiance que les marchés financiers pourraient infliger à la marque France, et donc aux taux d'intérêt sur la dette souveraine. Au total, il est fort à parier que l'effet sur le spread franco-allemand soit moindre par rapport à celui qu'infligerait le programme des partis de gauche, mais resterait significatif – notamment lorsqu'on considère l'abrogation de la réforme des retraites qui va déséquilibrer encore davantage les comptes publics. La note de la France par les agences de notation en ressortirait dégradée, et il reviendrait plus cher à l'État français de se financer sur les marchés.

Cependant, le programme du Rassemblement National n'est pas sans risque pour la zone euro et l'Europe en général. Il est en effet tout à fait possible que le Rassemblement National milite pour réduire l'importance du budget européen puisqu'il l'a annoncé¹⁶ et, par la suite, décide de très largement « renationaliser » les politiques économiques¹⁷, mettant en œuvre une politique industrielle non coordonnée avec les partenaires européens. À l'heure où le monde se fragmente, si le Rassemblement National favorise la Chine et la Russie comme le fait la Hongrie actuellement en Europe, aux dépens de ses relations économiques avec les pays européens et les États-Unis, cela pourrait amener à de profonds désaccords au Conseil européen. Par ailleurs, puisque le RN sera très probablement dans l'opposition au Parlement européen, il se peut que le gouvernement français décide unilatéralement de ne pas appliquer certains textes qu'il pourrait juger inadéquats avec ses propres politiques. Cette renationalisation de la politique – si elle amenait au final à ne plus du tout respecter par exemple le Pacte de Stabilité et de Croissance – pourrait également sceller la disparition de la zone euro, voire conduire à un Frexit.

Il ne faut pas oublier que le Rassemblement National a – comme ses amis russes – l'habitude de mentir à ses électeurs sur ses véritables intentions, et qu'il prônait en 2017 encore la sortie de l'Europe et de l'euro¹⁸. Il est tout à fait possible qu'à moyen-long terme, constatant l'irréconciliabilité

¹⁴ Il s'agit de la seule estimation de chiffrage du programme économique du RN disponible. Ensemble pour la République, [chiffrage du Programme du RN](#), 17.06.2024.

¹⁵ Le Parisien, [Jordan Bardella : « Pour gouverner, j'ai besoin d'une majorité absolue »](#), 17.06.2024.

¹⁶ Le RN aimerait faire baisser la contribution française de 5 Md € par an. Ibid.

¹⁷ Dans son programme des élections européennes, le RN voulait redonner la primauté au droit français sur le droit européen, sans plus de précisions. Toute l'Europe, [Elections européennes 2024 : le programme de Jordan Bardella et du Rassemblement National \(RN\)](#), 16.05.2024.

¹⁸ TF1, [Le RN a-t-il déjà défendu un Frexit et la sortie de l'euro ?](#) 30.05.2024.

de ses politiques avec celles de Bruxelles, le Rassemblement National active l'Article 50 du Traité sur l'Union Européenne¹⁹ suite à un référendum favorable à la sortie de l'Europe.

Par définition, les extrêmes droites sont nationalistes, et ne se prédestinent donc pas à former un projet européen alternatif cohérent à celui proposé par les constructeurs de l'Europe depuis les années 1950. La multiplication des gouvernements d'extrême droite en Europe ne devrait donc pas aboutir à construire une Europe-forteresse d'extrême droite, elle ne mènera l'Union que sur la voie de la division entre un bloc dominé par les États-Unis et un bloc dominé par la Chine, de l'isolement national, et du conflit.

4 Conclusion : en cas de sortie de l'euro voire de Frexit, la fin du projet européen tel que nous le connaissons

« L'Europe peut mourir ». Macron ne croyait pas si bien dire. Peut-être même envisageait-il ce scénario puisque, manifestement, il réfléchissait à dissoudre l'Assemblée nationale depuis plusieurs semaines au moment où il l'a annoncé²⁰. Il l'a fait parce que le résultat déplorable de la majorité présidentielle le 9 juin dernier lui retirait toute légitimité à gouverner. Entre le 25 avril, date à laquelle il a prononcé son deuxième discours de la Sorbonne²¹, et le 9 juin, date des élections européennes, il s'est écoulé 45 jours.

Une sortie de la France de l'euro voire de l'Europe constituerait-elle la fin du projet européen tel que nous le connaissons ? À n'en pas douter, une sortie de la France du projet européen serait un choc pour les « 26 », et pourrait non seulement condamner la zone euro, mais également tout type de politique économique européenne destinée à rivaliser avec les États-Unis et la Chine. Avec deux alliés en Europe, la Hongrie et la France, la Russie pourrait également réussir à porter atteinte à tout projet ambitieux de défense européenne.

Le « moteur franco-allemand » disparaîtrait pour laisser place à un probable moteur « italo-allemand », ou à une tout autre géopolitique intra-européenne, fondée sur de nouvelles alliances locales, peut-être entre les pays du Sud et du Nord. Ceci aboutirait à des orientations nécessairement différentes pour le projet européen, si la plupart souhaite toujours à participer dans ces conditions.

Quand on considère attentivement les deux options qui pour l'heure ont le plus de chance d'être choisies par les Français le 7 juillet prochain, il semble donc que la plus dangereuse pour le projet européen reste tout de même celle du Rassemblement National, même si elle restera à court et moyen terme moins mauvaise économiquement que le Nouveau Front Populaire.

S'il n'y a pas de sursaut de la part des électeurs français raisonnables, et que l'un des deux extrêmes obtient une majorité pour gouverner, condamnant Macron à une cohabitation probablement très éprouvante pour lui, le 7 juillet prochain ouvrira une toute nouvelle ère pour la France et l'Europe.

Le pari de Macron – outre l'espoir du sursaut – est de discréditer toute alternative aux forces modérées en vue de l'élection présidentielle de 2027. C'est un pari dangereux, il ne convient pas de revenir sur ce point. Mais l'alternative – la longue agonie de la Macronie – n'eût guère été plus utile à la

¹⁹ Eur-Lex, [Retrait de l'Union européenne](#).

²⁰ Ouest France, [Dissolution de l'Assemblée nationale : comment Emmanuel Macron a préparé cette décision inattendue](#), 10.06.2024.

²¹ Elysée, [Discours sur l'Europe](#), 25.04.2024.

France. Si le 7 juillet acte un changement de politique majeure dans l'Hexagone, il nous reste désormais l'espoir que ce cauchemar ne dure que 3 années, et pas davantage. Peut-être moins si Macron démissionne avant et que les extrêmes sont affaiblis. Le temps, il faut l'espérer, que les Français comprennent que la prospérité ne se construit pas sans travail et que la démocratie n'a pas de prix.



Auteur :

Victor Warhem : warhem@cep.eu

Représentant du Centre de politique européenne en France

Centre de Politique Européenne PARIS

17 rue Saint Fiacre | 75002, Paris

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Le réseau Centres for European Policy Network analyse et évalue les politiques de l'Union européenne indépendamment des intérêts particuliers et des partis politiques, avec une orientation résolument pro-européenne et sur la base des principes de l'économie de marché.